

REVUE DE PRESSE

15 mai 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias* sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence



ÉDUCATION

Le quart des enfants admissibles à l'école en anglais n'y vont pas

Ils sont admissibles à l'école en anglais, mais choisissent l'instruction en français : près du quart des élèves qui ont le droit de fréquenter une école anglophone n'y vont pas, un phénomène particulièrement marqué dans les Laurentides et dans Lanaudière, a révélé mardi Statistique Canada.

MARIE-EVE MORASSE

La Presse

Pour la première fois en 2021, des questions du recensement ont porté sur l'admissibilité à l'instruction dans la langue minoritaire, soit en anglais au Québec et en français dans le reste du Canada.

On savait déjà que le quart des enfants québécois admissibles n'avaient pas été scolarisés en anglais, mais mardi, Statistique Canada a dévoilé des données qui permettent de voir combien cette fréquentation varie d'une région à l'autre du Québec.

C'est sur l'île de Montréal que la fréquentation est la plus élevée. Près de quatre enfants admissibles sur cinq ont été scolarisés en anglais.

Étienne Lemyre, analyste principal chez Statistique Canada et auteur de l'étude

Sur la Côte-Nord et dans la Capitale-Nationale, 74 % des enfants d'âge scolaire admissibles à l'école en anglais l'ont fréquentée. Cette proportion est de 60 % dans le Bas-Saint-Laurent.

« Ça varie beaucoup d'une municipalité à l'autre au sein d'une même région », ajoute Étienne Lemyre.

Père anglophone, mère francophone

Comme son mari est un anglophone de Winnipeg, Nadine Guertin aurait pu envoyer ses deux garçons dans une école anglophone. La famille qui vit à Lachine a toutefois choisi l'école francophone au terme de « beaucoup de discussions ». Comme c'est surtout en anglais que se déroule la vie quotidienne à la maison, M^{me} Guertin avait « peur que leur français ne soit pas assez fort ».

L'entrée à l'école francophone a parfois été difficile pour ses deux fils, dit la mère, notamment quand ses enfants étaient en maternelle et en 1^{re} année et qu'ils ont eu des difficultés en français. « Ils ont été entre de bonnes mains, mais ça a été dur de faire la transition. Ils se faisaient réprimander s'ils parlaient en anglais », se souvient Nadine Guertin.

Ses deux garçons sont aujourd'hui en 4^e et en 6^e année. Le plus grand de la famille, qui avait le choix, a décidé qu'il poursuivrait son parcours à l'école secondaire en français l'an prochain.

Régions du Sud-Ouest

C'est dans les régions de l'Outaouais, des Laurentides et de Lanaudière qu'on retrouve le plus d'enfants qui sont admissibles à l'école en anglais, mais ne la fréquentent pas. « Si on regarde les enfants admissibles à l'enseignement en anglais qui ne s'en sont pas prévalus, le quart habite dans ces régions », dit l'analyste Étienne Lemyre.

Dans les Laurentides, par exemple, où un peu plus de 13 000 enfants sont admissibles à l'école en anglais, seuls 66 % ont fait ce choix.

La commission scolaire anglophone Sir-Wilfrid-Laurier dit pourtant que ses écoles débordent, à tel point qu'un nouvel établissement primaire de 16 classes ouvrira ses portes à Saint-Lin-Laurentides à la rentrée 2024.

« Nous ne sommes pas en décroissance », dit Maxeen Jolin, coordonnatrice des communications de la commission scolaire.

Sur le territoire de la commission scolaire, neuf élèves sur dix sont transportés à leur école par autobus. « Chaque parent a ses raisons d'envoyer les enfants à l'école en anglais ou pas, mais souvent, nos écoles ne sont pas dans leur quartier, dit M^{me} Jolin. Ce sont des enjeux qu'on a dans le secteur anglophone, on a un très grand territoire. »

Des motivations qui varient

Statistique Canada entend demander aux parents québécois les raisons qui motivent leur décision d'envoyer leurs enfants dans une école anglaise dans le cadre d'une autre analyse à paraître plus tard cette année, mais déjà, des hypothèses peuvent être émises.

« On a fait une analyse dans les Maritimes et la proximité des écoles est un facteur très important. Il y avait des enfants qui vivaient à moins de 2 kilomètres d'écoles

anglaises et françaises, mais si l'école anglaise était plus près de leur domicile, ils avaient plus de chances d'être allés à l'école en anglais », dit M. Lemyre.

L'offre de programmes dans les écoles et la langue parlée à la maison peuvent aussi être des facteurs qui influent sur le choix d'une école.

QUI EST ADMISSIBLE À L'ÉCOLE EN ANGLAIS ?

Au Québec, les enfants peuvent fréquenter une école anglophone lorsqu'ils ont au moins un parent qui a fréquenté une école primaire de langue anglaise au Canada, ou lorsque l'enfant lui-même, un frère ou une sœur a fréquenté une école primaire ou secondaire de langue anglaise au Canada.

Secteur public : les salaires des cadres vont grimper

La publication par *Le Journal* des salaires des cadres de l'État québécois a fait couler pas mal d'encre. Officiellement, toutes ces données sont déjà publiques, mais leur publication dans un format facile à consulter a fourni une fenêtre au grand public.



Spontanément, le regard s'est jeté sur les gros chiffres, sur ceux qui gagnent plus que le premier ministre. Rien n'est plus naturel pour le commun des mortels que de dénoncer les gros salaires.

Moi, j'accepte qu'en vertu de la loi de l'offre et de la demande, on paie des millions pour l'élite de l'élite des joueurs de hockey. Pour notre secteur public, je vous apporterai un regard plus nuancé.

Il y en a qui gagnent trop, qui sont bien ordinaires et qui sont en poste parce qu'ils ou elles ont connu les bonnes personnes. À l'inverse, d'autres postes ne paient pas suffisam-

ment pour aller chercher la crème de la crème, dans des fonctions stratégiques où la compétence pure peut faire une différence dans nos vies.

Dans certains cas, mon jugement est encore plus tranchant. Des postes ne devraient tout simplement pas exister. Le gouvernement est trop gros, il comporte trop de tentacules. Chaque organisme vient avec sa hiérarchie, ses nombreux cadres et leurs adjoints. Pour les postes jugés inutiles, 125 000 \$ de salaire, eh bien, c'est 125 000 \$ de trop.

HAUSSES À ANTICIPER

Ce qui m'a frappé le plus dans cette mer de chiffres, c'est à quel point il faudra rehausser les salaires des cadres de terrain dans les grands réseaux, la santé et l'éducation. Je ne parle pas des PDG, mais des cadres inférieurs.

Je ne porte pas un jugement sur leur rémunération par rapport à la valeur de leur travail. Sont-ils assez bien payés ou pas? On pourrait en discuter des heures. Je ne fais que constater que leurs niveaux de rémunération actuels sont incompatibles avec les hausses salariales historiques accordées par le gouvernement Legault durant les Fêtes.

Si les cadres obtenaient des hausses salariales modestes, nous retrouverions dans la situation absurde où un patron gagne moins que ses

employés. Je vous fais une prédiction cela n'arrivera pas. C'est pourquoi j'annonce déjà que la négociation prochaine avec les cadres du secteur public donnera lieu à des hausses importantes.

DANS LES ÉCOLES

Prenons l'exemple des écoles. Dans l'outil du *Journal*, on constate facilement que plusieurs directeurs et directrices d'écoles ont un salaire entre 84 000 \$ et 110 000 \$ par année. Plusieurs directeurs adjoints de grandes polyvalentes se retrouvent dans la fourchette entre 95 000 \$ et 110 000 \$.

Or la nouvelle convention collective prévoit que dans trois ans, un enseignant à l'échelon maximal gagnera plus de 109 000 \$. Inévitablement, les salaires des cadres grimperont sérieusement pour rester bien au-dessus. Pareil dans le réseau de la santé.

On avait dit que les nouvelles conventions coûteraient 11 milliards \$ de nouvel argent? Ajoutons-en un ou deux pour les cadres.

Voici nos véhicules 100% électrique
Tous disponibles pour essai routier

Allocation incroyable pour votre échange!

La Santé publique anticipe la saison des feux de forêt

Des recommandations en fonction de la qualité de l'air seront bientôt émises

MARIE-EVE COUSINEAU
LE DEVOIR

La Direction générale de la santé publique du Québec se prépare à faire face à la saison des feux de forêt, un an après les incendies exceptionnels qui ont ravagé plus de cinq millions d'hectares du territoire québécois — un record — et forcé l'évacuation de communautés. Elle publiera sous peu des recommandations pour aider les gens, les écoles, les services de garde et les camps de jour à décider des activités qu'ils tiendront si la qualité de l'air se dégrade dans les prochaines semaines.

Bien des Québécois ne savaient pas comment réagir lorsque le ciel s'est voilé et obscurci l'année dernière en raison des feux de forêt. Les recommandations des directions de santé publique différaient parfois d'une région à l'autre. À Laval, les écoles et les centres de la petite enfance ont eu pour consigne de garder les enfants à l'intérieur le 6 juin 2023 lors du passage d'un panache

de fumée lié aux incendies en Abitibi-Témiscamingue. Mais pas à Montréal, une ville voisine.

En entrevue au *Devoir*, le directeur national de santé publique, le Dr Luc Boileau, dit vouloir « éviter » de telles situations et assurer une « cohéren-

ce » à la grandeur du Québec. « L'année passée, on n'avait pas prévu être exposés [aux feux de forêt] d'une façon aussi intense, affirme-t-il. Personne ne l'avait anticipé. On a été très satisfaits de la réaction du réseau de santé publique. En même temps, on a vite senti qu'on avait besoin de s'outiller avec des repères clés, fondés sur les meilleures pratiques. »

Les Québécois pourront bientôt consulter, à l'adresse *quebec.ca*, des recommandations des autorités visant à les guider lors d'épisodes de smog. Ces conseils varient selon le niveau de concentration de particules fines dans l'air et en fonction de la condition des gens.

La Santé publique divise la population en deux grandes catégories : les 5 à 64 ans et les personnes « plus à risque » (ayant une maladie respiratoire ou cardiaque ; qui sont diabétiques ; âgées de quatre ans et moins ou de 65 ans et plus, femmes enceintes).

Un code de couleurs est aussi utilisé pour présenter le niveau de qualité de l'air : bleu pour « bonne » (concentration de particules fines de 0 à 30 ug/m³) ; jaune pour « mauvaise pour les personnes plus à risque » (de 30 à 60 ug/m³) ; orange pour « mauvaise » pour toute la population (de 60 à 100 ug/m³) ; rouge pour « très mauvaise » (de 100 à 250 ug/m³) et mauve pour « dangereuse » (plus de 250 ug/m³).

Dés recommandations spécifiques sont aussi publiées pour les « milieux mixtes », tels que les services de garde, les écoles, les camps de jour et les résidences privées pour aînés.

« L'objectif, c'est d'aider tout le monde à vivre avec la situation et non pas que la situation empêche de vivre », dit le Dr Philippe Robert, médecin spécialiste en santé publique et médecine préventive à la Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale, qui a participé à la rédaction du guide. « Il n'y aura pas de [recommandation de] fermeture d'écoles. »

Avec les changements climatiques, le nombre de feux et leur intensité augmenteront au cours des prochaines décennies, signale-t-il. Il faudra apprendre à composer avec cette « nouvelle réalité ».

Pas d'activités « essoufflantes »

La Santé publique recommande aux personnes à risque de « réduire ou [de] reporter les activités essoufflantes »



lorsque la concentration de particules fines atteint 60 ug/m³ dans leur localité — 100 ug/m³ pour le reste de la population. « Quand on fait de l'activité physique, on respire beaucoup plus d'air que si on est assis au repos », explique le D^r Robert. À partir de 100 ug/m³, les personnes plus à risque et les « milieux mixtes » devraient tenir leurs activités à l'intérieur. « Comme quand il y a un orage », illustre le spécialiste.

Quant aux climatiseurs et aux thermopompes, ils peuvent demeurer en fonction en tout temps. Il faut toutefois fermer l'échangeur d'air (ou le mettre en mode « recirculation ») dès que la qualité de l'air devient mauvaise (30 ug/m³).

Et comment connaître la concentration de particules fines près de chez soi ? Les Québécois seront invités à consulter la carte interactive de l'Université Northern British Columbia (cyclone.unbc.ca) qui répertorie les mesures prises par les stations d'échantillonnage et les capteurs de qualité de l'air au pays.

Sur la Côte-Nord, des capteurs supplémentaires ont été installés au cours des dernières semaines, en prévision de la saison des feux de forêt. « L'année dernière, on avait ajouté des capteurs quand les feux ont commencé, dit le directeur régional de santé publique de l'endroit, le D^r Richard Fachehoun. Cette année, on a dit : "On les installe dès avril." On veut faire la vigie de la qualité de l'air précocement. »

Réaction

La présidente de l'Association québécoise des médecins pour l'environnement (AQME), la D^{re} Claudel Pétrin-Desrosiers, « voit positivement » cette initiative de la Santé publique. Elle estime toutefois que les autorités doivent informer les Québécois sur les « zones d'ombre » entourant la pollution liée aux feux de forêt.

« Il y a très peu d'études qui ont été faites, dit-elle. On le sait que, quand il y a des épisodes aigus, ça augmente les risques de décès, les problèmes pulmonaires, les problèmes cardiaques. Mais on se rend compte qu'on ne sait pas trop [quel est] l'effet cumulatif à long terme. »

Selon elle, aucune étude ne démontre, dans la littérature scientifique, qu'en dessous d'un « certain seuil », cette pollution ne présente aucun risque pour la santé. « Je pense qu'éventuellement on devrait être capables d'intégrer cette incertitude dans nos recommandations, encore une fois pour ne pas induire un peu les gens dans un sentiment de fausse sécurité. »

L'AQME demande à Québec de revoir à la baisse sa norme de qualité de l'air pour les particules fines, fixée à 30 ug/m³, afin qu'elle respecte la recommandation de 15 ug/m³ de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Négociations en éducation : impasse complète dans le Nord québécois

Mathieu Gohier

Il n'y a pas que les membres de la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ) pour qui les négociations avec Québec piétinent. Les 1600 enseignants et membres du personnel de soutien scolaire dans le Nord québécois sont toujours dans une impasse, alors que leurs collègues du Sud se sont entendus sur de nouvelles conventions collectives.

Pour les membres de l'Association des employés du Nord québécois (AENQ) qui travaillent au sein des commissions scolaires cri et Kativik, les enjeux à régler ne sont pourtant pas moins pressants qu'ailleurs au Québec.

Avec un taux de roulement annuel de 30 % chez les enseignants qui œuvrent dans les communautés nordiques éloignées, il est temps que les primes d'attraction et de rétention suivent l'inflation, estime le président du syndicat, Larry Imbeault.

Ce n'est pas normal qu'une prime qui a été adoptée en 2001 soit encore au même niveau. [...] Ça aiderait un peu si la prime était indexée.

Selon les termes de la dernière convention collective, les membres du personnel de soutien et les professeurs de la Commission scolaire Kativik touchent une prime de rétention variant de 3000 \$ à 9000 \$ annuellement, dépendamment de leur ancienneté et du secteur où ils travaillent.

À la Commission scolaire cri, c'est différent, cette prime a été abolie pour introduire quatre nouvelles primes à la place. Mais du côté de Kativik, c'est les mêmes primes depuis 2001, déplore Larry Imbeault.

Or, si les enseignants n'ont pas vu leur prime ajustée depuis des décennies, une source confirme que celle des travailleurs du réseau de la santé et des services sociaux, membres de la FSSS-CSN, l'a enfin été lors de la plus récente négociation.

La prime n'avait pas été revue depuis 2011, par exemple, pour les travailleurs sociaux. Là, elle augmente d'environ 20 %, explique cette même source.

Par courriel, le cabinet de la présidente du Conseil du Trésor, Sonia LeBel, reconnaît que la prime d'attraction et de rétention n'a pas été indexée pour les employés de la Commission scolaire Kativik. Mais il ajoute qu'une telle prime de 3000 \$ a été octroyée à d'autres personnes salariées affectées au Nunavik dans le réseau de la santé qui n'y avaient pas droit auparavant, comme les préposés aux bénéficiaires et les employés à l'entretien ménager.

Travailler sans eau à la maison

Au-delà des primes, d'autres enjeux majeurs, inexistants ailleurs au Québec, sont au cœur des revendications des employés du Nunavik. Dans les communautés isolées, l'accès à l'eau potable est souvent irrégulier et les membres de l'AENQ peuvent attendre plusieurs jours avant d'avoir accès à de l'eau à la maison.

On sait que ce n'est pas la Commission scolaire qui est responsable de la distribution de l'eau potable. Par contre, on aimerait [qu'elle] démontre plus d'ouverture. Quand un enseignant, ça fait trois ou quatre jours qu'il ne s'est pas lavé, ça se peut qu'il ait un malaise à se présenter au travail, illustre Larry Imbeault.

Le syndicaliste souligne que ce problème est un irritant majeur et qu'il a souvent été abordé par la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), à laquelle est affiliée l'AENQ, mais sans qu'il y ait eu de changements. Au Secrétariat du Conseil du Trésor, la question est redirigée ailleurs au gouvernement.

Cette question ne vise pas les conditions de travail. Je vous réfère vers les cabinets des ministres Ian Lafrenière et Andrée Laforest pour cette question, écrit une porte-parole du cabinet LeBel.

En classe, les conditions d'enseignement sont souvent aussi plus difficiles qu'au Sud, même si les groupes sont plus petits. La gestion des cas de violence est aussi un problème, soutient l'AENQ.

En ce moment, à la Commission scolaire cri, nos professeurs ne sont même pas consultés ou il n'y a aucune conversation avec eux pour savoir comment un

élève peut être intégré après un incident violent, déplore M. Imbeault.

Une très longue négociation

Si, historiquement, l'AENQ a toujours réglé ses négociations avec le gouvernement après l'ensemble des employés du secteur public, Larry Imbeault craint que cette ronde ne s'étire autant, sinon plus, que les précédentes.

Le syndicat rappelle que la dernière convention collective des 1600 employés du réseau scolaire du Nord, d'une durée de trois ans, est entrée en vigueur... quatre jours avant son expiration.

Cette lenteur dans les négociations pourrait s'ajouter à la liste des irritants qui poussent plusieurs enseignants à quitter le Nord.

C'est le *fun* d'avoir trois ans de rétroactivité qui rentrent d'un coup, mais, pendant ce temps-là, ton salaire n'est pas ajusté. Si tu compares avec tes collègues du Sud dont le salaire est ajusté... Des fois tu commences à te poser des questions, est-ce que je reste ou j'applique dans un centre de services scolaire du Sud?, s'interroge Larry Imbeault.

Devant l'impasse des négociations actuelles, le syndicat ne peut exclure des moyens de pression accrus et même des journées de grève lors de la prochaine année scolaire.

Le gouvernement du Québec dit souhaiter un règlement le plus rapidement possible, mais ne veut pas commenter davantage, puisque les négociations sont en cours.

La dernière convention collective est arrivée à échéance en mars 2023.

Le développement durable à l'honneur aux Assises du secteur maritime

Par Paul-Robert Raymond, Le Soleil

Les quatrièmes Assises québécoises du secteur maritime qui se sont ouvertes mardi au Port de Québec ont mis le développement durable sur le tapis. Plusieurs panels et conférences convergeaient en ce sens dans cet événement de la Société de développement de l'estuaire du Saint-Laurent (SODES) qui se poursuit jusqu'à mercredi midi.

«Il est assez évident qu'il y a un lien réel entre le transport maritime, le développement portuaire et les transformations climatiques», a lancé d'emblée le président de l'Association internationale des villes portuaires (AIVP), Édouard Philippe, durant son allocution du dîner. «Mais il faut se poser la question: "Mais dans quel sens?"»

Celui qui a déjà occupé la fonction de premier ministre de la France et qui est actuellement maire du Havre a voulu toutefois dissiper un mythe, à son avis.

«Beaucoup, en France, croient que la mondialisation et le transport maritime sont à l'origine du réchauffement climatique. Beaucoup pensent que pour lutter contre les changements climatiques, il faut restreindre le transport maritime.»

— Édouard Philippe, président de l'Association internationale des villes portuaires

Il répond à cela que ce n'est pas son objectif de restreindre le transport maritime. Il s'oppose à ceux qui souhaitent la «souveraineté locale à tout crin». «L'idée qu'on se porte mieux quand on produit chez soi plutôt que si on achète loin...»

Québec signe une entente internationale

La Ville de Québec a profité de l'événement pour signer l'Agenda 2030 de l'AIVP. Cette entente souligne l'engagement du Port de Québec et de la municipalité de respecter les objectifs en matière de développement durable.

Il s'agit de «la première initiative mondiale qui adapte les 17 objectifs de développement durable de l'ONU dans le contexte spécifique des relations ville-port», peut-on lire dans le site de l'AIVP.

Le document a été élaboré par les membres de l'AIVP lors de la Conférence de Québec en 2018 et déposé à l'ONU en 2019 en tant que contribution des villes portuaires aux objectifs de développement durable. L'Agenda contient 10 objectifs devant être réalisés à l'horizon 2030. «Cette entente est reconnue par d'autres instances internationales, dont l'OCDE et l'Union européenne, entre autres», a enchaîné M. Philippe. «Quatre-vingts organismes signataires ont déjà exprimé leur volonté de s'inscrire dans cette logique d'Agenda 2030.»

La signature de l'entente entre l'AIVP et Québec a été faite par M. Philippe devant le maire de Québec Bruno Marchand et le PDG du Port de Québec, Mario Girard.

«Pour nous, c'était impératif de procéder. C'est une signature qui n'est pas seulement protocolaire, mais qui reflète un engagement concret et surtout ambitieux.»

— Bruno Marchand, maire de Québec

«On est très fiers que cette collaboration se soit concrétisée», a ajouté M. Girard, qui est aussi vice-président de l'AIVP. «Il y a beaucoup d'endroits sur la planète où les relations avec les ports sont extrêmement complexes. Et on pense que cette entente-là avec la Ville de Québec fera le tour du monde.»

L'AIVP a été fondée en 1988 et compte maintenant 200 membres.

Formation de la main-d'œuvre

La formation de la main-d'œuvre fait aussi partie des défis avec lesquels le secteur maritime doit composer. Lors de la réception en début de soirée, le ministre de l'Éducation et député de Lévis, Bernard Drainville, a lancé un appel aux entreprises du secteur afin de collaborer avec les centres de services scolaires pour établir des programmes de formation.

On a appris notamment que Chantier Davie a pris une telle initiative afin d'augmenter le bassin de talents qualifiés dans le secteur maritime. Le constructeur de navires travaille depuis plusieurs années avec l'Université Laval. Dans le programme de génie mécanique et industriel, le cours Introduction au génie maritime a été créé et sera offert dès septembre prochain.

«Ce cours, qui offre aux étudiants des opportunités de visites industrielles et une immersion pratique dans le domaine, a déjà rencontré un succès avec 26 inscriptions sur une capacité de 30 bien avant le début de la session», a expliqué Lindsey Kettel, vice-présidente principale au développement stratégique à la Davie.

«Aussi, à cet égard, des initiatives telles que le nouveau programme de DEP en construction navale annoncé par le gouvernement du Québec constituent un pas dans la bonne direction. Ce programme, élaboré en partenariat avec plusieurs acteurs de l'industrie, vise à former une

nouvelle génération de travailleurs qualifiés pour répondre aux besoins du secteur.»

Nouveau centre d'expertise

Les Assises québécoises du secteur maritime ont aussi été l'occasion d'annoncer la création du Centre d'expertise en logistique portuaire. Celui-ci aura pour mission de réaliser des projets de recherche appliquée pour l'industrie portuaire et «de développer des chaînes logistiques compétitives».

Le Centre d'expertise en logistique portuaire a déjà dans ses rangs plus de 20 membres, issus du secteur des ports, des opérateurs de terminaux ainsi que du milieu de la recherche. Gaétan Boivin a été nommé président du conseil d'administration et Vicky Adam est la directrice générale du Centre.

ICI  RADIO-CANADA

Les coûts du nouvel atelier en ébénisterie d'Alma revus à la hausse

RADIO-CANADA

Après quelques années d'attente, les travaux de construction du nouvel atelier d'ébénisterie du Centre de formation professionnelle (CFP) d'Alma ont débuté mardi matin. D'abord estimé à 5,5 millions de dollars, le projet financé par le ministère de l'Éducation coûtera finalement 9,2 millions de dollars.

Depuis l'annonce initiale, le projet a dû être revu à quelques reprises entre autres en raison de l'augmentation de la clientèle du futur atelier et de l'explosion du coût des travaux, qui devraient être terminés d'ici l'automne prochain.

Nous avons besoin de 12 ateliers, mais avec nos inscriptions qui augmentaient, on avait besoin de 20 ateliers pour répondre aux besoins de notre clientèle, révèle le directeur du CFP d'Alma, Rémi Dufour.

Le Centre de formation professionnelle d'Alma compte 15 programmes et le quart de sa clientèle provient de l'étranger.

Depuis cinq ans, peut-être même sept ans, des étudiants, principalement français, viennent étudier ici pour faire notre formation en ébénisterie. La formation d'ébénisterie

en France, elle coûte très cher. Elle est difficile d'accès et très contingentée. On est chanceux ici : on a la gratuité scolaire avec la France. Ça leur permet d'avoir un visa aussi et de venir immigrer ici. C'est comme la porte d'entrée de venir faire une formation, explique l'enseignant en ébénisterie Bruno Simard.

Actuellement, les cours sont donnés dans des locaux loués dans le parc industriel d'Alma.

La centralisation des programmes dans un même établissement permettra donc aux étudiants d'accéder à tous les services du CFP à un seul endroit.

D'après le reportage de Laurie Gobeil

ICI  RADIO-CANADA

Des poèmes et des aquarelles de jeunes en vente pour financer la bibliothèque

FRANCIS BEAUDRY
EUGENIE LARENTE-RICHER

Six classes de maternelle, de première année et de deuxième année à l'école Tournesol, à Saint-Léonard-d'Aston, ont lancé un projet entrepreneurial pour organiser une levée de fonds pour améliorer leur bibliothèque.

Le projet qui s'appelle Par amour de la lecture vise à amasser des fonds pour acheter du nouveau mobilier et des livres pour la petite bibliothèque de l'école, comme l'explique Cindy Doucet-Houle, enseignante en deuxième année à l'école Tournesol.

On veut la rendre plus confortable. Les élèves n'ont pas assez de places assises et ça crée parfois des conflits. Les périodes de bibliothèques sont moins agréables pour tout le monde, dit-elle.

Pour ce faire, les élèves ont rédigé un recueil de poèmes, des signets arborant leurs dessins en aquarelle, ainsi qu'un jeu de mémoire, le tout, autour du thème des quatre éléments, la terre, le feu, l'eau et l'air.

Elle explique que ce sont les jeunes eux-mêmes qui ont suggéré de vendre leurs créations littéraires pour le financement.

Un élève m'a dit: "mais pourquoi on ne vendrait pas nos livres?" Parce qu'on faisait des ateliers d'écriture chaque jour, on écrivait des petits livres informatifs. Je lui ai dit que l'idée était bonne, il y en a un autre qui m'a dit :

"pourquoi est-ce qu'on ne vendrait pas nos dessins?" Ah oui, l'idée est bonne.

- Cindy Doucet-Houle, enseignante en deuxième année à l'école Tournesol

Elle estime que la création du recueil a été un succès et qu'elle en a appris beaucoup sur ses élèves.

Je ne pensais pas que mes élèves avaient un aussi grand talent pour écrire de la poésie. Moi-même j'ai appris beaucoup, c'est quelque chose que je vais refaire chaque année [...] Les élèves ont une façon de voir les choses, leur créativité, leur imaginaire est très développé et c'est très enrichissant, même pour nous les enseignants, ajoute-t-elle.

Ils espèrent amasser 2000 \$ d'ici la fin du mois de mai.

École La Sapinière à Sainte-Clotilde-de-Horton | Le nouveau centre sportif devrait être prêt en décembre

Alex Drouin



Crédit photo : Alex Drouin - Monvicto.com

C'était la pelletée de terre mardi après-midi à l'école La Sapinière à Sainte-Clotilde-de-Horton quant aux travaux de 2,4 M\$ qui se poursuivent pour le nouveau centre sportif.

Ceux-ci ont débuté au cours des dernières semaines et devraient se terminer en décembre.

Les travaux ont débuté au cours des dernières semaines et devraient se terminer en décembre.

Un montant de 1 M\$ provient de Québec alors que le Centre de services scolaire investit 970 000 \$ et la Municipalité 400 000 \$.

Ce centre sportif va abriter une grande salle multifonctionnelle de la dimension d'un terrain de badminton et sera ligné pour le mini basket, le mini volleyball et le mini soccer.

Élève de cinquième année, Félix-Antoine Danis a bien hâte de profiter de ces nouvelles installations.

Notons que le gymnase actuel sera converti en salle de musculation.

Communiqué (s)

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE ESTIVALE
Le CREVALE vous promet un été allumé!

15 mai 2024

C'est aujourd'hui (14 mai) qu'a eu lieu le lancement de la campagne estivale du Comité régional pour la valorisation de l'éducation (CREVALE). Pour l'occasion, partenaires et professionnels se sont réunis dans les locaux de la Caisse Desjardins Pierre-Le Gardeur afin de découvrir la nouvelle thématique et les nombreux outils disponibles.



L'équipe du CREVALE est fière de dévoiler sa campagne estivale haute en couleur « **1001 activités pour un été allumé!** ». L'été est l'occasion d'encourager les jeunes à garder leur esprit éveillé grâce à des activités simples et accessibles. Que vous soyez à la maison, en camping ou sur la route, il est possible de s'amuser avec les chiffres et les lettres sans penser à l'école et aux devoirs!

L'objectif principal de la campagne est de sensibiliser la population à la *glissade de l'été*. Ce phénomène réfère à la perte des acquis scolaires durant les vacances estivales. Même si le phénomène de la glissade de l'été peut sembler complexe, le CREVALE tient à le rendre plus accessible pour la communauté. « Il existe 1001 façons d'introduire la littératie et la numératie dans les activités quotidiennes avec les enfants. Que ce soit en préparant des recettes, en jouant à des jeux de société ou en visitant la bibliothèque, vous aidez au maintien de leurs apprentissages. Que vous soyez un.e intervenant.e, un.e animateur.rice de camps de jour, un.e élu.e municipal.e ou un parent, vous pouvez contribuer à une prochaine rentrée scolaire facilitée pour chaque jeune », de mentionner Ann-Marie Picard, directrice générale du CREVALE.

« Ton aventure » de retour pour une 6^e édition

Activité phare de la campagne estivale, le concours « Ton aventure » est de retour avec plusieurs nouveautés. À cet effet, **une toute nouvelle histoire** sur la transition primaire-secondaire a vu le jour. Écrite par Annie Gravel, autrice lanauoise, et illustrée par Éva Daoust, *L'écho de Blaise* saura faire vivre des émotions fortes aux jeunes.

Pour cette édition, le règlement du concours a été simplifié. Pour être admissibles aux nombreux prix totalisant 8 650 \$, les jeunes de 6 à 14 ans doivent terminer une histoire entre aujourd'hui et le 31 août prochain. Afin d'encourager la lecture durant les mois de juillet et août, **deux nouveaux grands prix de + de 1 000 \$ chacun** ont été annoncés, lesquels seront tirés parmi tous les jeunes qui auront fini une histoire durant ces deux mois. Les organismes qui inscriront un groupe et termineront une histoire d'ici le 31 août courront la chance de remporter l'une des deux cartes-cadeaux de 200 \$.

Cette année encore, le CREVALE a la chance d'avoir un grand nombre de partenaires à ses côtés. D'ailleurs, monsieur Alain Raïche, représentant des caisses Desjardins de Lanaudière, partenaire principal, a tenu à réitérer leur appui à ce projet : « Aux caisses Desjardins de Lanaudière, soutenir notre jeunesse fait partie de nos grandes priorités. Nous sommes convaincus qu'en prenant part activement à "Ton aventure", nous contribuons à cultiver l'amour de la lecture chez les jeunes. Ce sont des projets comme celui-ci qui font une différence dans leur vie. En effet, la littératie et la numératie sont des compétences précieuses qui seront utiles au développement de leur plein potentiel. »

Enfin, le CREVALE invite toute la population à consulter le site crevale.org pour trouver 1001 idées d'activités pour un été allumé!

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CAPITALE

La 40e édition des Jeux de l'Amitié : près de 850 jeunes en action

15 mai 2024

Le Centre de services scolaire de la Capitale est fier d'annoncer la tenue des 40^e Jeux de l'Amitié, un événement sportif majeur réunissant 850 élèves de 4^e, 5^e et 6^e année de 45 écoles primaires. Ces jeux, qui auront lieu le mercredi 15 mai au PEPS de l'Université Laval, offrent une occasion unique pour les écoles de se rassembler et de participer à des activités athlétiques, favorisant ainsi l'esprit d'équipe et le dépassement de soi.

Chaque école participante forme une équipe composée de neuf filles et de neuf garçons qui s'entraînent pendant plusieurs mois en vue de cet hexathlon combinant six épreuves, soit le saut en hauteur, le saut en longueur, le triple saut, le lancer du poids, la course navette et le sprint de 50 mètres.

Les Jeux de l'Amitié sont possibles grâce à la participation d'une cinquantaine d'enseignantes et d'enseignants d'éducation physique dévoués et d'une dizaine de bénévoles engagés, assurant le déroulement de cet événement d'envergure.

Les Jeux de l'Amitié sont une occasion exceptionnelle pour les élèves de développer leur esprit sportif, de vivre des moments de camaraderie et de faire la promotion d'un mode de vie actif. Le Centre de services scolaire de la Capitale tient à féliciter chaleureusement tous les élèves et membres du personnel pour leur engagement envers le sport et le bien-être.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de la Capitale

1900, rue Côté

Québec Québec

Canada G1N 3Y5

🌐 www.cscapitale.qc.ca

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DRAVEURS
Le CSSD dévoile sa nouvelle image de marque

15 mai 2024

Le Centre de services scolaire des Draveurs (CSSD) est fier de dévoiler sa nouvelle image de marque.

Cette annonce fait suite à l'adoption de la nouvelle politique d'identification visuelle du CSSD le 6 mai dernier par son conseil d'administration. La démarche a commencé au printemps 2023, alors que le Centre de services scolaire des Draveurs a entamé des travaux de refonte de son image de marque. Ces derniers ont mené à la création de plusieurs éléments visuels représentatifs du CSSD, dont un nouveau slogan : « Ensemble, pour la réussite de chacun ».

Ensemble,
pour la
réussite
de **chacun**

Cohérence • Collaboration • Soutien

Bien plus qu'une simple image, le slogan incarne les valeurs fondamentales du CSSD par son engagement envers les pratiques collaboratives, la cohérence et le soutien aux enseignants en salle de classe.

« Bâtir l'avenir de nos élèves, c'est un engagement collectif où chaque intervention compte, affirme la directrice générale du Centre de services scolaire des Draveurs, Madame Manon Dufour. Notre nouveau slogan, " Ensemble, pour la réussite de chacun" et dont je suis très fière, incarne notre ferme conviction en la cohérence de nos actions, la force de notre collaboration et le soutien indéfectible envers nos enseignants. C'est dans cette synergie que se dessine le chemin vers l'épanouissement et la réussite de chaque élève au Centre de services scolaire des Draveurs. »

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE

Les finissants de l'école secondaire Val-Mauricie reçoivent un stylo bien spécial pour les encourager dans la rédaction de leur examen ministériel de français !

15 mai 2024

Le 8 mai était une date importante pour tous les élèves de 5e secondaire du Québec, puisque l'examen ministériel (écriture 5e secondaire) était à leur horaire. Il s'agit d'une étape très importante qui apporte son lot de stress pour les finissants.

Cette année, la direction de l'école secondaire Val-Mauricie avait prévu une surprise pour encourager les élèves lors de ce grand jour.



Ainsi, en arrivant dans leur classe, chaque élève a eu toute une surprise ! Celle de trouver sur son bureau un stylo bien spécial arborant la citation « *On devient ce que l'on croit* ». Ce cadeau, rempli de sens, leur a permis de rédiger la version finale de leur examen. Nul besoin de préciser que les élèves ont été très émus de cette attention bien particulière à leur égard.

L'objectif ? Leur rappeler qu'ils ont tous le pouvoir de devenir et de réaliser ce qu'ils désirent s'ils donnent le meilleur d'eux-mêmes au quotidien et qu'ils croient en eux ! Il s'agissait également d'une belle façon de souligner la fin de leur parcours secondaire et leur souhaiter le meilleur pour la suite !

Pour plus d'information

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE HARRICANA

Un comité d'enquête régional dédié à l'éthique et à la déontologie

15 mai 2024

Les Centres de services scolaires (CSS) de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Baie-James annoncent la formation du comité régional d'enquête à l'éthique et à la déontologie avec la nomination de messieurs André Bilodeau, Alexy Vezeau et Denis Beauvais. Ce comité a pour fins d'examiner et d'enquêter sur toute information concernant un comportement susceptible de contrevenir aux normes d'éthique et de déontologie des membres des conseils d'administration.

Une solide expérience du milieu scolaire

Monsieur André Bilodeau possède une grande expérience du milieu scolaire avec plus de 31 années d'abord à titre d'enseignant, puis de directeur d'établissement scolaire de la Commission scolaire Harricana. Il détient un baccalauréat en enseignement de l'éducation physique, obtenu en 1983, à l'Université du Québec à Trois-Rivières, ainsi qu'un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en administration scolaire obtenu en 1998 à la même université. La transparence et l'honnêteté sont les valeurs qui ont motivé monsieur Bilodeau à soumettre sa candidature.

Une implication de longue date

Monsieur Alexy Vezeau s'est porté candidat dû à son désir de participer activement à la gouvernance des centres de services scolaires de la région. Il a notamment siégé en tant qu'administrateur du Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois en 2021. Il détient un baccalauréat en administration des affaires, ainsi qu'un DESS en expertise comptable obtenu en 2019 à l'Université de Sherbrooke. Depuis 2020, monsieur Vezeau travaille en tant que contrôleur financier pour Agnico-Eagle - Complexe Canadian Malartic. Il occupe également plusieurs postes d'administrateurs au sein d'organisations de sa communauté et siège en tant que conseiller municipal à la Ville de Malartic.

Un administrateur chevronné

Monsieur Denis Beauvais se joint au comité fort d'une longue expérience d'administrateur d'instances scolaires et professionnelles. Dentiste de formation, il a occupé différents rôles au sein de la Commission scolaire du Lac-Témiscamingue durant tout le parcours scolaire de ses enfants, de membre de comité de parents jusqu'à la présidence du conseil exécutif. Il s'est également impliqué au cœur de plusieurs autres organisations, dont notamment sept années en tant qu'administrateur au Conseil de l'Ordre des dentistes du Québec. C'est sa profonde conviction du respect d'éthique et de la déontologie qui a inspiré monsieur Beauvais à se porter candidat

Devoirs et obligations des administrateurs

Sommairement, pour respecter ces normes, le membre d'un conseil d'administration doit se préparer avant la séance afin de fournir un apport constructif, éclairé et informé. Durant la séance, il doit débattre de manière objective, indépendante avec courtoisie et respect afin d'encourager la confiance mutuelle et la cohésion. Il est tenu de voter, sauf dans les cas prévus au Règlement. Après la séance, il doit être solidaire des décisions prises par le conseil. Il doit faire preuve de discrétion et assurer la confidentialité des renseignements mis à sa disposition et qui ne sont pas publics. Il doit faire preuve de réserve sur ses commentaires en lien avec les décisions, notamment sur un site Web, un blogue ou un réseau social.

De plus, il doit préserver, en tout temps, sa capacité d'exercer ses fonctions de façon impartiale, objective et indépendante, en ne se mettant pas en situation de conflit d'intérêts. Il doit déclarer sans délai, tout intérêt et ne pas participer aux délibérations concernant cet intérêt, notamment en ne concluant pas de contrat avec le CSS. Il ne doit pas prendre d'engagement à l'égard d'un tiers. Il ne doit pas utiliser les biens du CSS ni accepter de pot-de-vin. Finalement, il ne peut pas associer le CSS à une démarche personnelle ni prendre une position publique qui reflète ses positions personnelles.

Le membre doit agir avec courtoisie avec les employés du CSS. Il ne peut pas donner d'instructions à un employé. Il ne peut pas s'ingérer dans le travail des employés et solliciter des renseignements confidentiels.

Après son mandat, il doit s'abstenir de divulguer des informations confidentielles. Il ne peut tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures. Il doit toujours faire preuve de réserve dans ses commentaires sur les décisions prises par le CSS durant son mandat.

Procédure d'examen et d'enquête

- Qui peut faire une dénonciation?
- Un membre d'un conseil d'administration ou toute personne.

Quand effectuer une dénonciation?

- Toute découverte ou suspicion d'un comportement susceptible de contrevenir au règlement doit être dénoncée au comité sans délai.
- Toute poursuite prévue au règlement dont un membre du conseil d'administration fait l'objet doit être dénoncée par le membre visé dans les 10 jours où il en est informé. Cette dénonciation s'effectue auprès du président du conseil d'administration, qui sans délai en informe le comité.

Comment effectuer une dénonciation?

Une dénonciation doit exposer les faits et les motifs de celle-ci, la date à laquelle les faits reprochés sont survenus, le nom du membre visé, ainsi que le nom et les coordonnées de la dénonciatrice ou du dénonciateur. Pour tous les détails de traitement et le formulaire de dénonciation, consultez les sites Web des centres de services scolaires.



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE
À la rencontre du monde au CFGA De La Jonquière

15 mai 2024



Le 30 avril dernier, les élèves de francisation du Centre de formation générale des adultes De La Jonquière (CFGA) ont fait disparaître les apparences de barrières linguistiques et ont présenté avec brio la toute première édition de l'activité *À la rencontre du monde*.

Initiée par l'équipe enseignante du département, cette activité se voulait pédagogique, comme les élèves étaient invités à présenter leur pays d'origine en s'exprimant en français, mais, elle se voulait surtout un moyen pour les élèves de francisation de socialiser avec l'ensemble des clientèles fréquentant le CFGA.

À cet effet, tous ceux ayant mis les pieds dans la salle Maria-Chapelaine de l'établissement ont eu droit à un voyage éducatif à travers plusieurs pays du monde tels que le Mexique, l'Ukraine, le Brésil, les Philippines et la Colombie pour ne nommer que ceux-ci. Derrière les tables alignées sous forme de kiosques, les élèves présentaient avec passion les aspects géographiques, l'histoire, la musique ainsi que les coutumes et les différentes cultures de leur pays. Plusieurs avaient également pris la peine de cuisiner des plats typiques de leurs origines, ce qui fit le bonheur de nombreux visiteurs.

Ce voyage autour du monde a non seulement enrichi les connaissances de tous, mais a également favorisé le respect, la tolérance et la curiosité envers les différentes cultures qu'on retrouve au sein du Centre de formation générale des adultes De La Jonquière. Les élèves ont pu élargir leurs horizons et ainsi découvrir de nouvelles traditions.

Félicitations à tous pour le succès de cette belle activité!

INVESTISSEMENT DE 9,2 M\$

Début des travaux pour le nouvel atelier d'ébénisterie de la CFP Alma

15 mai 2024



Les travaux d'agrandissement du Pavillon Auger du CFP Alma pour construire le nouvel atelier d'ébénisterie sont officiellement commencés. Une pelletée de terre symbolique a eu lieu en présence de M. Éric Girard, adjoint parlementaire du ministre des Affaires municipales et député de Lac-Saint-Jean, et M. Marc-Pascal Harvey, directeur général du Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean (CSSLSJ).

Le projet totalise un investissement de 9 210 817 \$. Celui-ci est possible, entre autres, grâce au financement du ministère de l'Éducation, accordé en 2020 en lien avec l'obtention de la permanence du programme d'ébénisterie reçue en septembre 2019. Le budget a été bonifié depuis (l'annonce était de 5,5 millions en 2020). Notons que le DEP est offert au Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean depuis 2003 et que son contenu a été revu complètement en 2018. Le programme est actuellement enseigné dans des locaux en location dans le parc industriel d'Alma.

« C'est une excellente nouvelle pour le CFP Alma et pour le personnel, mais surtout pour nos futurs élèves qui pourront profiter d'un tout nouvel environnement d'apprentissage, d'une vie étudiante et d'une proximité des services à l'élève (pédagogiques, administratifs, cafétéria, labo informatique, etc.). Nous espérons qu'ils pourront développer un sentiment d'appartenance plus fort envers le CFP Alma. Il est important pour nous d'offrir aux élèves un environnement favorable au développement de leur plein potentiel, et ce, afin d'atteindre notre objectif de diplomation. Cela permet également une centralisation de nos programmes, ce qui est aussi un point positif », a souligné M. Rémi Dufour, directeur du CFP Alma.

« C'est une étape importante aujourd'hui pour notre programme en ébénisterie. Je tiens à souligner l'implication de nos équipes dans ce projet d'envergure, qui a commencé bien avant cette pelletée de terre. Je parle ici du travail pour l'obtention de la permanence de ce programme et du financement pour la construction de ce nouvel atelier. Nous sommes fiers d'améliorer la qualité de l'environnement d'apprentissage des élèves et de leur permettre d'évoluer dans un milieu qui répond à la réalité du marché du travail », a mentionné M. Marc-Pascal Harvey, directeur général du CSSLSJ.

« Je me réjouis de l'agrandissement et du réaménagement du pavillon Auger. À terme, ces travaux permettront l'ajout d'établis, de machines-outils, d'un atelier de peinture et, surtout, plus de place pour travailler », a précisé M. Éric Girard, adjoint parlementaire de la ministre des Affaires municipales et député de Lac-Saint-Jean.

« Avec une formation professionnelle moderne et attrayante, on permet à des jeunes de rester sur les bancs d'école plus longtemps. Je suis donc très heureux que notre gouvernement investisse dans les centres de formation professionnelle pour offrir aux élèves des milieux stimulants et collés à la réalité du travail. Je suis convaincu que les améliorations apportées au Pavillon Auger du CFP d'Alma auront un effet concret sur leurs apprentissages et leur réussite », a mentionné M. Bernard Drainville, ministre de l'Éducation.



Pour plus d'information



Centre de Services Scolaire de La Jonquière

3644, rue Saint-Jules

Jonquière Québec

Canada G7X 2K9

🌐 www.csjonquiere.qc.ca

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE PORTNEUF

Gala régional annuel du défi OsEntreprendre de la Capitale-Nationale

15 mai 2024

Le 29 avril dernier avait lieu le gala régional annuel du défi OsEntreprendre de la Capitale-Nationale au Musée de la civilisation. Le Centre de services scolaire de Portneuf était fièrement représenté par dix merveilleux projets, dont six projets se sont qualifiés pour poursuivre leur course vers le national.

- École Sainte-Marie-et-du-Goéland, 3e cycle : La magie des fêtes albanoise

Inspirés par le désir de partager les festivités de Noël avec la communauté, les élèves de 4e et de 5e année de l'école du Goéland ont proposé d'exporter le calendrier de l'aveugle à toute la population albanoise. Chaque jour, une activité originale de Noël était proposée, impliquant les élèves et des organisations communautaires. Ainsi, le Cercle des Fermières a généreusement proposé d'organiser des ateliers de cuisine pour tous les groupes de l'école. De son côté, la responsable de la bibliothèque municipale a suggéré d'entreprendre des démarches afin d'inviter un conteur au centre communautaire. Le club de l'Âge d'or s'est quant à lui engagé à venir jouer aux cartes avec les élèves, en sélectionnant des jeux adaptés à tous les niveaux. La responsable des Loisirs s'est montrée très enthousiaste face à notre projet et a offert son aide afin de promouvoir les activités du calendrier. Quelle belle façon d'ouvrir les portes de l'école à la communauté! Le projet a reçu un prix coup de cœur lors du gala.

- École Sainte-Marie-et-du-Goéland, adaptation scolaire : La grande bulle

Les élèves de la classe de Mme Andréanne, du Service Régional de la Boussole, ont fabriqué du savon en forme de casse-tête à l'image du Trouble du spectre de l'autisme afin de démystifier cette condition à la population de l'école et de la ville. Un savon ludique, formé de casse-têtes et aux couleurs vives qui a pour mission de valoriser leur différence. La vente de ces savons a fait fureur, ils ont même dû relancer la production, victimes de leur succès!

- École de la Riveraine, 3e cycle : Je joue, tu joues, nous jouons!

À l'école de la Riveraine, plusieurs beaux jeux de société n'étaient pas utilisés et dormaient dans l'armoire. Les élèves de 5e année de la classe de Mme Caro ont eu la brillante idée de mettre sur pied un système de prêt de jeux de société pour les jeunes de leur école. Ces jeux peuvent maintenant être utilisés à l'école et en famille, à la maison. Un code QR facile d'accès, collé sur la boîte du jeu, permet aux emprunteurs de comprendre rapidement les règles du jeu. Les élèves ont réussi à redonner vie aux jeux de société!

- École secondaire de Donnacona, adaptation scolaire : Lapinothérapie

Un petit lapin en classe a permis à aux élèves d'apprendre autrement et à développer leur autonomie, mais surtout de constater que le lapin fait du bien. Alors pourquoi n'en serait-il pas ainsi pour les autres? C'est connu, la zoothérapie aide réellement. Voilà qu'un service gratuit de lapinothérapie est maintenant offert à d'autres classes via un lapinou prénommé Milkshake. Le projet a reçu un prix coup de cœur lors du gala.

- École secondaire de Donnacona, 1er cycle : Velcro party

Le velcro party! Un événement pour intégrer les futurs élèves du secondaire à l'école a été élaboré par des élèves de secondaire 1. Les élèves de 6e année de l'école primaire viendront à l'école secondaire pour vivre une activité sportive où ils devront se lancer des balles sur des plastrons en velcro. Ils auront également une activité pour se pratiquer à lancer sur des cibles. Ils auront aussi accès à un kiosque, construit par les élèves, avec des produits en vente. Du plaisir assuré pour les futurs élèves!

- École de la Grande-Vallée, préscolaire : Les mini-travailleurs

Les élèves du préscolaire de la classe de Mme Julie se sont impliqués dans un projet entrepreneurial. Après avoir recueilli leurs idées, ils ont décidé de faire des supports à plante en macramé. En choisissant de faire des macramés, ils répondaient à un besoin d'apprentissage qui est d'apprendre à faire des nœuds. Ce produit répondait à une demande, mais aussi à des apprentissages à faire au courant de l'année à la maternelle. Ils ont offert trois différentes couleurs de support à plante soit: noir, crème et turquoise. Ils ont vendu tous leurs supports lors du marché de Noël à l'école.

- École secondaire Louis-Jobin, 2e cycle : Photobooth

Les élèves ont souhaité immortaliser les belles journées thématiques organisées à leur école. N'ayant pas d'espace précis pour prendre des photos, ils ont donc décidé de créer des *Photoboosts* pour les thématiques de l'école en aménageant un endroit pour les occasions. Plusieurs accessoires sont disponibles pour prendre des photos originales.

- École Saint-Cœur-de-Marie, 1er cycle : Les petits jardiniers : du potager au potage!

Le projet présenté se veut un projet circulaire qui vivra de lui-même dans quelques années. Les élèves font des semis, plantent les semis, récoltent les fruits et légumes pour fournir le frigo solidaire, transforment les aliments, récoltent les semences et les graines, compostent les résidus, redonnent le compost au jardin et ressèment l'année d'après. Les Petits Jardiniers sont au travail pour cuisiner de bons plats pour le frigo solidaire de leur municipalité! De plus, cette année, les élèves ont cuisiné des plats de Noël pour le marché de Noël de Rivière-à-Pierre afin de ramasser des sous pour continuer de fournir le frigo solidaire en bons petits plats. Le projet a reçu un prix coup de cœur lors du gala.

- École de la Morelle, 1er cycle : Bingo-écolo

Étant une tradition à leur école, au mois de novembre, les élèves ont commencé à parler du BINGO de Noël. C'est avec déception qu'ils ont appris que cette année, l'école n'avait pas de cadeau pour cet événement de la part de leur partenaire. Surprise, une élève a proposé d'apporter des jouets de chez elle pour les offrir comme prix. Les autres enfants ont suivi et c'est ainsi que le groupe s'est mis en mode solution pour trouver des cadeaux pour des élèves de maternelle 4 ans à 6e année de leur école. Grâce à leur débrouillardise et à leur détermination, des élèves de première et deuxième année ont, non seulement, sauvé le Bingo de Noël, mais ils ont aussi fait de celui-ci le plus beau de tous les temps en organisant une cueillette de jouets usagés dans les différents commerces du village!

- École de la Morelle, 2e cycle : Sauvons les citrouilles!

Depuis une dizaine d'années, les élèves de l'école de la Morelle cultivent des courges et des citrouilles. Cette année, des centaines de courges et de citrouilles étaient toujours dans le champ juste avant l'Halloween. C'est en jasant avec des élèves qu'ils ont eu l'idée de sauver une partie de ce qui restait en transformant les courges et des citrouilles en galettes et en potage. Les produits ont ensuite été vendus lors de différents événements.

Félicitations à tous les participants pour leur innovation et leur créativité, nous sommes fiers de vous!

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de Portneuf

310, rue de l'Église

Donnacona Québec

Canada G3M 1Z8

🌐 www.csportneuf.qc.ca